

CHINE La lettre d'information

Le droit des travailleurs à l'organisation indépendante ne connaît pas de frontières.

Lu dans une déclaration d'étudiants de Hong Kong : « Nous nous opposons non seulement à l'agression militaire commandée par Poutine, mais aussi à l'OTAN, qui a conduit à la crise en Ukraine ; nous sommes solidaires des milliers de manifestants anti-guerre en Russie et aspirons à une prise de position anti-guerre internationaliste. »

La Commission Enquête Chine s'est constituée, au lendemain de la répression du mouvement populaire de mai-juin 1989, pour exiger la libération de tous les prisonniers politiques. Dès janvier 1990, le 1^{er} Banquet de solidarité réunissait militants chinois en exil et responsables syndicaux de huit pays et en janvier 1991 un appel fut lancé lors d'une conférence à Barcelone et repris dans cinquante-trois pays : les droits ouvriers et démocratiques ne connaissent pas de frontière. En particulier le droit de constituer librement des syndicats. La Commission s'est rendue en Chine à trois reprises : enquêtes sur les prisonniers politiques et sur l'application de la loi du Travail, solidarité avec les syndicalistes de Liaoyang. Elle a participé à plusieurs rencontres internationales, notamment en Asie. Elle organise chaque année un banquet de solidarité avec le peuple chinois et édite « La Lettre d'information » deux fois par mois depuis 1994.

Éditorial

Nouveau drame. « Un employé de ByteDance âgé d'une vingtaine d'années est décédé mercredi après-midi, selon deux notes internes de l'entreprise », écrit « South China Morning Post » (23 février). ByteDance, propriétaire de la plate-forme de vidéos TikTok, a confirmé le décès, mais n'a pas donné de détails sur les circonstances. Pourtant, « l'année dernière, ByteDance et son rival Kuaishou ont affirmé qu'ils mettaient fin à un programme connu sous le nom de "grande semaine/petite semaine", qui obligeait les employés à travailler une semaine de six jours tous les quinze jours ». Fini, les heures supplémentaires ! Bref, un langage mille fois entendu depuis l'été dernier, mais rien n'a vraiment changé.

Ce nouveau décès dans une grande entreprise technologique survient deux semaines après la mort d'un jeune modérateur-censeur de vingt-cinq ans chez Bilibili. La direction avait nié que la mort soit due au surmenage (voir notre « Lettre » précédente). Pourtant, une fois que les faits furent connus, Bilibili avait indiqué dès le lendemain qu'ils allaient embaucher 1 000 modérateurs supplémentaires et réduire la charge de travail de chacun.

Accusés. « Bilibili s'est donné beaucoup de mal pour tenter d'étouffer l'affaire, par exemple en essayant de soudoyer l'utilisateur du réseau Weibo qui avait publié l'article pour qu'il le retire. Bilibili n'a pas assisté à l'enterrement alors que les parents du jeune ingénieur avaient informé le DRH. De fait, la modération ou censure en ligne crée une énorme demande de main-d'œuvre malgré l'application généralisée des algorithmes. En général, un modérateur comme lui ne gagne que 5 000 yuans (730 euros) par mois en travaillant pour Bilibili, et il doit régulièrement travailler de nuit », écrit « Chuang », (1^{er} mars). Pourquoi ces conditions de travail scandaleuses se poursuivent-elles ? Un internaute écrit : « Tout le monde rejette la responsabilité du prix élevé de l'immobilier sur les promoteurs immobiliers. Mais qui se taille la part du lion dans une vente de terrain [Ndlr: la vente des droits d'usage des

terrains est le fait des bureaucrates locaux du Parti et constitue la principale ressource des finances municipales] ? *Mort subite avec le 996, tout le monde accuse l'exploitation des capitalistes, mais qui a fait passer des lois sur le travail et se refuse à les appliquer ?* » Ce message a été supprimé dans le quart d'heure qui a suivi sa publication. L'auteur sera-t-il invité à « boire le thé » par les services de police, c'est-à-dire mis en garde ?

Les députés arrivent ! Voici que s'annonce l'ouverture pour une dizaine de jours de la session plénière annuelle de l'Assemblée nationale populaire. N'est-ce pas un dirigeant du comité permanent de cette assemblée, Li Peilin, qui affirmait qu'il fallait accélérer les réformes du « système d'enregistrement des ménages (hukou), le système du logement et le système d'offre de services publics, accélérer l'urbanisation des travailleurs migrants » (voir la « Lettre » du 1^{er} janvier) ? Les travailleurs migrants signeraient sans doute des deux mains un tel programme... Mais ce qu'ils veulent en premier lieu, depuis des décennies d'exploitation, c'est être payés en temps et en heure pour leur travail, ce qui n'est toujours pas le cas !

C'est ce que disaient plus de 300 travailleurs qui protestaient le 23 janvier à Zhengzhou, dans le Henan pour simplement toucher les salaires dus et qui accusaient les directeurs des administrations d'être des incapables. Même chose pour les quelque 200 travailleurs migrants qui ont organisé un sit-in le 10 janvier chez Evergrande. Tous les Premiers ministres depuis vingt ans ont appelé les patrons à verser sans retard les salaires aux travailleurs migrants, l'actuel, Li Keqiang, l'a de nouveau rappelé début décembre dernier, mais les grèves et mouvements de protestation démontrent que la « nouvelle ère » prônée par les dirigeants du Parti communiste chinois (PCC) ressemble fort à la vieille ère de l'exploitation. Le travailleur migrant est bien loin de la « prospérité commune » vantée par Xi Jinping...

Grèves et protestations... « Les travailleurs ne sont pas des agneaux silencieux », nous écrivait un militant récemment. De fait, le recensement des protestations diverses organisées par les travailleurs conduit à

ce constat : au moins 186 mouvements de protestation (voir au verso) ont eu lieu depuis le 1^{er} janvier, donc plusieurs grèves par jour puisque les congés du Nouvel An ont duré au moins une semaine et que les restrictions sanitaires en raison de la reprise de l'épidémie ont obligé des entreprises à fermer leurs portes. Ce n'est qu'une petite partie des protestations dans ce pays où le droit de grève n'est plus protégé, puisqu'il a été rayé de la constitution en 1982.

À nouveau, on relève que ces divers mouvements s'étendent dans plus d'une vingtaine de provinces, donc quasiment sur tout le pays et non plus sur les trois ou quatre provinces côtières. « China Labour Bulletin » recense également 280 « appels à l'aide » lancés par des travailleurs dont les droits sont lésés et qui ne trouvent pas dans les administrations des municipalités d'interlocuteurs capables de résoudre leurs problèmes.

Action internationale. Les livreurs de Food panda et leur grève à Hong Kong il y a quatre mois ont fait l'objet d'un rapport dont nous avons pris connaissance le mois dernier. Nous en publions des extraits (voir au verso). Il insiste sur le fait que « si les deux plates-formes géantes de livraison de nourriture à Hong Kong, Foodpanda et Deliveroo, occupent près de 95 % de l'activité totale, les conflits du travail dans le secteur de la livraison de nourriture ne sont pas locaux, mais relèvent du commerce mondial ». En conséquence, « la promotion d'une campagne mondiale ou d'un ensemble de réglementations internationales pour encadrer les conditions de travail de l'économie des plates-formes dans le monde entier » serait souhaitable, conclut ce rapport.

Sur un tout autre plan, c'est aussi cette aspiration à une solidarité internationale qui se manifeste dans une « Déclaration d'étudiants des universités de Hong Kong sur la guerre d'invasion de la Russie en Ukraine » contresignée nominalement par 957 étudiants le 26 février dans le contexte de répression que connaît Hong Kong. Est-il exagéré d'affirmer que jeunes et travailleurs chinois sont debout malgré la répression ? ●

Foodpanda : première grève depuis la dissolution de la Confédération des syndicats de Hong Kong (HKCTU)

Un rapport présentant un bilan de la grève de livreurs de repas à Hong Kong en novembre 2021 (voir les « Lettres » n° 564 et 566) nous a été transmis le mois dernier. En voici des extraits.

DES GRÈVES SIMILAIRES se produisent dans d'autres villes que Hong Kong, comme Londres et Bruxelles. D'autres grèves sont à prévoir en raison de l'augmentation des conflits du travail dans ce secteur. Que pouvons-nous apprendre de la récente grève à Hong Kong ?

La grève de Foodpanda a attiré l'attention des médias à Hong Kong. D'après les observations sur le terrain, de 30 à 40 médias attendaient le résultat des négociations entre la direction de Foodpanda et les travailleurs. Plus de cent policiers patrouillaient dans les environs. Cette grève est la première depuis la dissolution de la Confédération des syndicats de Hong Kong HKCTU, sous le coup de la loi sur la sécurité nationale. Il ne s'agit pas d'une grève à grande échelle et les travailleurs n'ont

pas fait de pétition dans la rue, mais on ne s'attendait pas à une attention médiatique importante.

La dissolution de la HKCTU a porté un coup sérieux au mouvement syndical de Hong Kong, mais les conflits du travail ne s'arrêteront pas. Secteur à croissance rapide, la livraison de nourriture a absorbé de nombreuses minorités ethniques et de nombreux jeunes, car ce secteur ne nécessite pas de qualifications élevées et il est facile d'y entrer et d'en sortir. Mais les relations de travail sont floues et indéfinies. Comme dans beaucoup d'endroits, les entreprises de plates-formes de livraison de nourriture affirment que tous les travailleurs sont indépendants et bénéficient d'une grande flexibilité dans leur travail, que les employés gèrent eux-mêmes leur travail. Mais, en fait, de nombreux aspects du travail sont contrôlés et dictés par les plates-formes avec un algorithme inaccessible. En raison de la forte concurrence dans le secteur, les entreprises de livraison de nourriture ont continuellement réduit les revenus

des livreurs. Cela a fini par provoquer la récente grève.

Les discussions avec les livreurs indiquent clairement que le revenu de base moyen de tous les types de coursiers de Foodpanda (NdT : à pied, vélo, cyclomoteur) a continuellement baissé. Les primes de service supplémentaires aux heures de pointe ont également baissé jusqu'à ce que cette baisse cesse après la grève, mais le paiement reste toujours à un faible niveau.

La grève est terminée, mais les relations de travail restent inchangées et le revenu des travailleurs ne s'améliore pas beaucoup. Par conséquent, de nouveaux conflits sont à prévoir. Les syndicats de Hong Kong sont sévèrement attaqués en vertu de la loi sur la sécurité nationale. Les organisations syndicales indépendantes se sont faites silencieuses, mais les relations de travail restent tendues. Aujourd'hui, les syndicats sont marginalisés par la force, mais le gouvernement est incapable de gérer les conflits du travail. La situation socio-politique actuelle de Hong Kong rend les livreurs de nourriture plus vulnérables. (...)

Grèves et protestations

Nous poursuivons la publication du recensement des grèves et mouvements de protestation en Chine continentale par l'association « China Labour Bulletin ». Ces protestations diverses qui ont été relevées en janvier et février 2022 visent essentiellement à arracher des salaires non versés, mais aussi, pour ce qui concerne les livreurs, à combattre la baisse de leurs revenus.

ONT ÉTÉ AFFECTÉES les provinces suivantes : Henan, Shandong, Qinghai, Anhui, Gansu, Fujian, Shaanxi, Jiangsu, Mongolie-Intérieure, Liaoning, Shanxi, Henan, Hubei, Hainan, Zhejiang, Yunnan, Sichuan, Jilin, Guizhou, Guangxi, Hunan, ainsi que Tianjin et Shanghai (métropoles ayant le rang de province).

Le secteur le plus touché – et de loin ! – est celui des chantiers de construction et du bâtiment, outre les chantiers de chemins de fer, projets divers de municipalités, entreprises publiques, mais on note également des mouvements chez les chauffeurs-livreurs, chauffeurs de taxi, aides à domicile, etc. Des retraités de l'enseignement ont aussi revendiqué le versement de leur pension.

Les modes d'action sont divers et toujours dosés en fonction des réalités locales (sit-in, blocage de rue, défilé, délégation...), la médiation se faisant par l'intermédiaire de la police (sic !), de la télévision locale, du bureau du Travail, etc. Pour autant, cela n'exclut pas les tabassages par des nervis et les arrestations par la police, par exemple de ces travailleurs migrants qui menaçaient de sauter du toit d'un immeuble pour être enfin entendus !

Les grèves

– Deux grèves de livreurs de la compagnie STO à Wuxi, Jiangsu le 6 janvier ; dans deux villes du Jiangsu (Nanjing et Yancheng) le 19 janvier, le 20 à Wuxi et à Yancheng à nouveau et à Liaocheng (Shandong), le 24 janvier à Dezhou, Shandong, à Lianyungang, Jiangsu, le 22 février, à Suzhou, Jiangsu le 23 février.
– Les livreurs de Yunda le 10 janvier à Zhuhai dans le Guangdong et à Suzhou dans le Jiangsu

le 15 janvier, puis le 13 février, ainsi qu'à Shijiazhuang (Hebei) le 21 janvier, à Taiyuan dans le Shandong le 31 janvier, à Sanya, Hainan, le 21 février, à Pékin le 23 février.

– Les livreurs de Baishi à Shenyang le 11 janvier, à Dalian et à Harbin le 26 février.

– Les livreurs de ZTO à Nanjing, à Yangzhou le 26 janvier, à Xian le 8 février et à Changsha le 10 février, à Ningbo le 18 février reconduite le lendemain après annonce de la fermeture du centre (précision : le patron s'est enfui, les employés n'ont pas été payés), puis à nouveau à Nanjing le 21 février, à Pékin le 28 février.

– Les livreurs de YTO à Jingzhou, à Huaian, Anhui le 22 février.

– Les livreurs de la poste publique en grève le 25 février à Xianyang, Shaanxi contre la réduction des primes et de la prise en charge des frais de livraison.

– Des sidérurgistes en grève à Dongguan dans le Guangdong

– Le 21 février, des centaines de chauffeurs de la plate-forme T3 (sorte de Uber chinois) se sont rassemblés à un point de service de Suzhou, et se sont mis en grève massivement pour protester contre le fait que la plate-forme T3 n'a pris aucune mesure pour réduire les frais de location des véhicules payés par les chauffeurs pendant l'épidémie et qu'elle n'a pas rendu leurs véhicules aux chauffeurs.

– Grèves sur des chantiers de construction à Xian, l'un est à l'arrêt depuis plus de six mois, les salaires des travailleurs migrants n'étant pas versés. Un autre chantier est « pris dans une tempête des arrêts de travail, avec des fonds détournés et des salaires dus aux travailleurs migrants », selon un témoin, tout comme dans la zone portuaire, où la reprise du travail sur un chantier dépend du versement de leurs salaires aux travailleurs migrants.

– Grève sur un chantier de construction à Zhengzhou le 28 janvier, la société du groupe a détourné à titre privé des fonds du compte des propriétaires et n'a pas versé les salaires des travailleurs migrants, ce qui a interrompu le projet pendant plusieurs mois. ●

Mort de Wu, le jeune travailleur de ByteDance

C'est sa femme, enceinte de deux mois, qui a annoncé la nouvelle. L'historique des échanges de Wu montre qu'avant sa mort il « restait debout toutes les nuits, faisant une nuit blanche chaque semaine » à cause de son travail. Elle a expliqué qu'elle cherchait désormais un moyen de rendre l'appartement au promoteur, car elle ne serait pas en mesure de payer seule l'hypothèque de trente ans pour leur appartement, et qu'elle allait retourner dans sa petite ville natale pour élever son enfant lorsque tout serait terminé.

Beaucoup d'internautes ont réagi à ce décès. Voici un témoignage : « En voyant la nouvelle, mes parents m'ont demandé solennellement de ne pas trop veiller, d'accorder moins d'importance au travail et à l'argent. La sécurité d'abord, la santé d'abord, etc. A leur ton, on sentait qu'ils s'estimaient vernis car ils pensent probablement que leur fils, n'étant pas dans une grande entreprise, ne s'implique pas aussi durement au travail. Même si son salaire n'est pas très élevé, au moins il ne perdra pas la vie au travail, pensent-ils probablement. Je n'ai pas eu le cœur de leur dire que le secteur où je travaille est moins bien payé que chez ByteDance et exige un travail plus difficile. Et quand des travailleurs meurent subitement à cause du surmenage, nous ne recevons pas autant d'attention que ByteDance. »